



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2020-22 - Séance du 22/06/2020

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T

4.1.6. Délibérations relatives aux personnels titulaires ou stagiaires

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	11	12

Vote	
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 22 juin à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie postale et électronique aux membres du conseil d'administration le 18/06/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 18/06/2020.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, FABRITIUS Hubert, LEENHARDT Bertrand, SABASTIA Madeleine, DEMURTAS Brigitte, TURQUAY André, Bernard VIDAL

Absent excusé :

Alain SOULIER

Absent représenté par Christiane GAUBERT :

Marie-France TEXIER

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2020-22 – RECOURS AU TELETRAVAIL

Il s'agit d'une forme d'organisation du travail qui permet à l'agent (titulaire et non titulaire) de travailler ailleurs que dans son service ou ses locaux habituels, de manière régulière et volontaire, grâce aux technologies de l'information et de la communication (TIC).

La mise en œuvre doit faire l'objet d'une délibération après avis du Comité Technique et doit en préciser les modalités d'organisation.

Les grands principes du télétravail dans la fonction publique :

- Le télétravail repose sur le volontariat
- La part de temps de travail pouvant être exercée en télétravail ne peut pas être supérieure à 3 jours par semaine
- L'autorisation accordée à l'agent d'exercer ses activités en télétravail est valable pour un an maximum, renouvelable par décision expresse
- Le télétravail respecte le principe d'égalité de traitement
- L'agent souhaitant télétravailler doit adresser une demande écrite à son administration.

Cependant, suite à l'épisode viral du COVID-19, le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature, pris pour l'application des dispositions de l'article 49 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 a modifié et assoupli les modalités de recours au télétravail en permettant un recours ponctuel à ce mode de travail.

Le décret facilite l'utilisation du matériel informatique personnel de l'agent travaillant à distance. Il permet également de déroger à la limitation de la règle imposant un maximum de trois jours de télétravail par semaine.

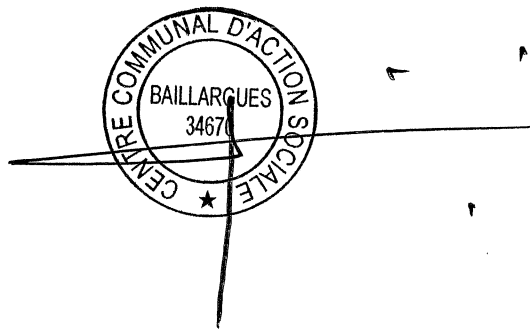
Le comité technique a émis un avis favorable le 03 juin 2020.

Il est proposé aux membres du conseil d'administration d'approuver la possibilité du recours au télétravail pour les agents du CCAS et EHPAD, lié à l'épisode viral du COVID-19.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Le conseil d'administration **APPROUVE** la possibilité du recours au télétravail pour les agents du CCAS et de l'EHPAD, liée à l'épisode viral du COVID-19.

Pour extrait conforme,
Le 22/06/2020
Le président,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 02/07/2020

Reçu en préfecture le 02/07/2020

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20200622-DLP2020_22-CC